

Le droit de l'ouvrier

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **18 (1926)**

Heft 3

PDF erstellt am: **14.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

dont le produit ou l'emploi engendre les maladies assimilées aux accidents au point de vue de la réparation. La ratification de cette convention ne se heurte donc à aucune difficulté. Nous proposons en conséquence au Conseil fédéral de recommander à l'approbation des Chambres, la ratification des deux conventions précitées pour les raisons indiquées.

Nous nous permettons d'insister sur le fait qu'une non-ratification par la Suisse de ces projets de convention pourrait avoir pour effet d'encourager d'autres pays à ne ratifier non plus, alors que leur législation serait en retard sur la convention. Nous rappelons en outre l'article 405, dernier alinéa, du Traité de Versailles ainsi conçu: «En aucun cas, il ne sera demandé à aucun des membres, comme conséquence de l'adoption par la conférence, d'une recommandation ou d'un projet de convention, de diminuer la protection déjà accordée par sa législation aux travailleurs dont il s'agit.»

Convention concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail.

Comme nous l'avons dit plus haut, nous regrettons avec l'Office fédéral du travail que le montant minimum de l'indemnité due aux victimes d'accidents du travail n'ait pas été fixé dans la convention relative à la réparation de ces accidents. L'Union syndicale suisse estime cependant qu'il n'y a pas là un obstacle à la ratification de la convention concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail. Il aurait été désirable, sans doute, qu'un montant minimum fut fixé, pour établir peut-être une uniformité plus complète entre les différents Etats. Mais nous nous permettons de faire observer qu'à notre avis la convention relative à la réparation des accidents du travail tend en tous cas au même but. D'autre part, la convention relative à l'égalité de traitement préconise dans certains cas des accords entre les pays intéressés, qui ne peuvent avoir pour résultat que de diminuer les différences qui existent chez eux pour le montant minimum des indemnités allouées aux victimes d'accidents. En tout état de cause, la ratification de la convention ci-dessus aurait donc un effet bienfaisant, même pour les Etats qui se trouvent les plus avancés au point de vue du taux des indemnités. Nous proposons en conséquence au Conseil fédéral d'adhérer à cette convention.

Recommandations concernant les juridictions compétentes pour la solution des conflits relatifs à la réparation des accidents du travail et l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux, en matière de réparation des accidents du travail.

Dans la note adressée aux organisations professionnelles, l'Office fédéral du travail signale que l'exécution de certaines clauses des recommandations ci-dessus relève des cantons.

A notre avis, il ne devrait pas y avoir là une difficulté pour remplir intégralement les deux obligations prévues aux paragraphes 5 et 6 de l'article 405 du Traité de Versailles.

En effet, selon le paragraphe 5 de l'article 405, l'Etat Membre s'engage, d'une part à soumettre dans le délai fixé au dit paragraphe, la recommandation à l'autorité ou aux autorités dans la compétence desquelles rentre la matière. En ce cas, nous demandons au Conseil fédéral qu'il veuille bien transmettre aux gouvernements cantonaux les recommandations dont l'application relève de leur compétence. Les cantons seront alors responsables de l'exécution de l'obligation prévue au paragraphe 5 de l'article 405.

Quant au paragraphe 6 de l'article 405 du Traité qui stipule que les mesures prises seront communiquées

au Secrétaire général de la Société des Nations, il pourrait être satisfait à cette obligation par une communication que ferait le Conseil fédéral des dispositions adoptées par les autorités compétentes du pays.

Convention concernant le travail de nuit dans les boulangeries.

La suite qu'il conviendrait de donner à cette convention a déjà fait l'objet d'un examen particulier entre représentants ouvriers et l'Office fédéral du travail. L'Union syndicale suisse s'est prononcée à plus d'une reprise en faveur de la ratification de cette convention. Les difficultés signalées par l'Office fédéral du travail ne sont pas insurmontables; nous espérons que l'examen de la question auquel se livrent actuellement les groupements professionnels intéressés avec l'Office fédéral du travail aboutira à un résultat favorable à la ratification dans un délai rapproché.

Veillez agréer, Messieurs, l'assurance de notre haute considération.

Au nom de l'Union syndicale suisse,

Le secrétariat.



Le droit de l'ouvrier

Décision de principe du Tribunal fédéral des assurances. Le Tribunal fédéral des assurances a prononcé un jugement qui présente surtout pour nos gymnastes et autres sportsmen un grand intérêt.

L'ouvrier B. a été victime d'un accident lors des concours individuels de la fête de gymnastique d'arrondissement dans les conditions suivantes: En exécutant le saut en hauteur à la perche, celle-ci se rompit et le gymnaste fut blessé à la colonne vertébrale dans la région du cou. Il en appela alors au tribunal des assurances du canton de Zurich pour revendiquer les prestations légales d'assurance comme équivalent pour le dommage temporaire ou permanent résultant pour lui de cet accident. Le tribunal cantonal rejeta la plainte en considérant que l'accident s'était produit à l'occasion d'un concours qui, contrairement à l'exercice habituel de ce genre de saut en hauteur, présente effectivement un danger *extraordinaire*.

Le Tribunal fédéral des assurances confirma cette sentence. Il constate tout d'abord que pour déterminer un danger *extraordinaire*, il faut en premier lieu juger s'il se produit souvent et quel degré de risques il comporte. Les concours de gymnastique sont exclus, en vertu d'une décision du conseil d'administration, de l'assurance contre les accidents non professionnels. Cependant, il y a lieu d'établir pour ce genre de concours certaines différenciations. Toute une série de ceux-ci ne comportent pas de risques *extraordinaires*, tant en ce qui concerne leur fréquence que le degré de danger auquel sont exposés les participants. On ne peut pas affirmer non plus que le danger des exercices soit toujours plus grand dans les concours qu'ailleurs; au contraire, en s'exerçant, le gymnaste inexpérimenté est plus exposé que celui qui est déjà assez avancé pour prendre part à des concours. Toutefois, ces considérations ne s'appliquent pas au cas spécial du saut à la perche. Cela ressort déjà du fait que les gymnastes ne s'hasardent pas tous à pratiquer ce genre d'exercice. Il présente effectivement des risques que connaissent les gens même les moins avancés de ce sport. Le saut à la perche porte donc en lui-même tous les signes de danger *extraordinaire* et il ne serait que légitime d'exclure sans autre de l'assurance les accidents provoqués par ce genre d'exercices, même lorsqu'ils se pro-

duisent en dehors des concours. Tel est l'exposé formel du litige.

Au point de vue matériel, le tribunal des assurances voit dans le saut à la perche deux dangers essentiels: la difficulté du saut en lui-même (vu que le gymnaste doit exécuter successivement deux rapides et difficiles flexions du torse) et la possibilité de la rupture de la perche, « circonstance qui expose le gymnaste à s'empaler sur la perche cassée » ou à faire une chute sur le dos, laquelle est toujours dangereuse.

Il n'y a jamais rien de bon à attendre lorsque des gens non initiés doivent se prononcer sur de telles questions. Au point de vue formel déjà la sentence du tribunal cantonal n'est pas exempte de reproches. L'accident n'est pas dû à l'incapacité technique du gymnaste, mais uniquement à la rupture de la perche, événement pouvant se produire aussi bien dans les exercices ordinaires que dans les concours. C'est donc à tort que le tribunal des assurances invoque ici le danger présenté par le concours.

Et au point de vue matériel, comment peut-on envisager le jugement rendu? Effectivement, pour celui qui connaît quelque peu la technique du saut en hauteur à la perche, il n'est pas question de deux flexions du torse, mais seulement d'une. Il eût peut-être été bon que le tribunal des assurances fit exécuter en sa présence quelques sauts à la perche par un bon gymnaste. Pour ce qui est de la rupture de la perche, l'expression « d'empalement », employée par le tribunal des assurances, vous fait venir la chair de poule. La rupture de la perche est un événement extraordinairement rare. Cet accident peut se produire dans tous les genres d'exercices sans que le sportsman soit fautif (places défectueuses de la piste, rupture du javelot jeté, etc.). Il nous semble ainsi que l'on ne peut pas exclure de l'assurance des accidents non imputables au gymnaste, mais dus seulement à une « malchance ».

D'autre part, le conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance en cas d'accidents examinera la question de savoir s'il est opportun d'englober les accidents de sport dans l'assurance des accidents non professionnels, et on peut espérer que ce problème sera soumis sous peu à une nouvelle réglementation.

*

L'ouvrier H. a été victime d'un accident reconnu par l'assurance. Attendu qu'il décéda peu après des suites de cet accident, ses ayants droit revendiquèrent les prestations découlant de l'assurance.

Il fut établi par une expertise que l'accident ne fut pas la cause de la mort de H., mais n'avança celle-ci que d'une année. (Il nous semble impossible qu'une expertise puisse déterminer cela de façon concluante et sans erreur possible.) Il ne fut pas possible aux survivants de prouver le contraire.

Eu égard à la réduction des prestations de rente lorsque l'accident n'a pas occasionné la mort, mais n'a fait que d'en rapprocher le terme, le tribunal des assurances s'est exprimé dans une décision précédente en ce sens que ce n'est pas le montant de la rente de survivants qui doit être réduite, mais la durée pendant laquelle elle sera versée. Il fut par conséquent décidé de payer une rente temporaire à H. depuis sa mort, c'est-à-dire qu'il ne fut accordé une rente que pour la durée d'une année.



Economie politique

Coup d'œil sur la Suisse de 1924. Tableau statistique en trois parties: I. Nature et population. II. Etat

économique. III. Etat social et politique. (Résumé de l'Annuaire statistique de la Suisse.

(Suite.)

II^{me} partie.

Etat économique.

I. GENERALITES.

Registre du commerce.

Inscriptions: 1914: 65,471	1924: 82,610
Dont: Raisons individuelles	45,043
Sociétés en noms collectifs et commandite	10,592
Sociétés anonymes et coopératives	20,462
Associations	3,089
Fondations	1,164
Succursales	1,941
Registre spécial	319

Sociétés anonymes:

	31 décembre 1924	1914
Sociétés	8670	5142
Capital	5,693,026,000	3,542,156,700

Dont:

	Sociétés	Capital
Matière première et sol	260	462,593,000
Industrie	2414	1,793,908,000
Commerce	5370	2,925,325,000
Transports	383	400,590,000
Divers	243	28,201,000

classés par l'importance du capital social:

	Fr.		Fr.
Moins de 10,000	1579	9,240,000	
10,001 à 50,000	2444	75,715,000	
50,001 à 100,000	1256	104,478,000	
100,001 à 500,000	2060	578,256,000	
500,001 à 1,000,000	629	501,755,000	
1,000,001 à 5,000,000	540	1,272,267,000	
5,000,001 à 10,000,000	81	624,026,000	
10,000,001 à 20,000,000	43	643,106,000	
20,000,001 à 100,000,000	36	1,550,807,000	
Plus de 100,000,000	2	250,967,000	

Dividendes (1923)

de 0 à 4 %	1052	1,844,035,000
» 4 à 7 %	496	1,336,529,000
» 7 à 10 %	197	819,419,000
plus de 10 %	129	341,361,000

Sociétés coopératives inscrites au registre du commerce:

	1924	1920
Coopératives de travail	52	55
Coopératives de consommation	668	639
Coopératives agricoles de consommation	191	167
Coopératives de consommation spécifique	156	153
Restaurants et cantines coopératives	119	99
Coopératives de construction et d'habitation	237	179
Coopératives d'adduction d'eau	390	407
Coopératives d'électricité et de gaz	393	382
Coopératives d'achat pour l'agriculture	766	772
Coopératives d'achat pour commerçants et artisans	156	203
Fromageries coopératives	2736	2668
Autres coopératives, utilisation des produits agricoles	203	196
Coopératives comm. et artisans pour utilisation	141	110
Coopératives d'amélioration agricole	112	112
Coopératives d'élevage	1539	1502
Coopératives pour utilisation de machines agricoles	353	323